

# Concepts et théories en études féministes et économie sociale et solidaire. Croisements et fertilisation

..... *Christine Verschuur\**, *Isabelle Guérin\*\**  
*et Isabelle Hillenkamp\*\*\**

## L’articulation de l’économie domestique à l’économie globale

Le cas des travailleurs migrants mozambicains dans les mines d’Afrique du Sud apporte une bonne illustration de la place qu’occupent dans l’économie capitaliste les communautés paysannes dont les mineurs sont originaires. Depuis la période coloniale, des hommes du sud du Mozambique étaient engagés durant leur période de vie adulte par les entreprises minières sud-africaines qui payaient une partie de leur salaire directement en or à l’État (First 1977). Les salaires obtenus lors de ces migrations servaient, dans un premier temps, à constituer le *lobolo* (la dot) des jeunes Mozambicains, leur permettant de se marier et participant ainsi de la construction des masculinités. Ces migrations étaient temporaires, ces hommes rentrant régulièrement chez eux durant plusieurs années de leur vie active lorsqu’ils étaient en congés, hors d’état de travailler, malades ou trop âgés, ou lorsque les employeurs des mines réduisaient la demande de main-d’œuvre. Les communautés domestiques paysannes et la famille, et notamment les femmes de

---

\* Anthropologue, Institut de hautes études internationales et du développement, Suisse  
\*\* Socio-économiste, Institut de recherche pour le développement, Centre d’études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, France  
\*\*\* Socio-économiste, Institut de recherche pour le développement, Centre d’études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, France

ces communautés grâce à leur travail, maintenaient l'économie paysanne, y compris sans les apports d'une partie des forces vives de la communauté. Cet ensemble d'activités et de relations permettait d'assurer l'entretien de l'ensemble des membres de la communauté, d'élever des jeunes jusqu'à ce qu'ils soient en âge d'aller travailler, de s'occuper de l'entretien des hommes durant leur âge productif, à chacun de leurs retours, puis lorsqu'ils n'étaient plus actifs. Les salaires des mineurs migrants ne couvraient pas l'ensemble des frais de reproduction et d'entretien des travailleurs et ceux-ci étaient complétés par la contribution en travail de la communauté domestique, et notamment celui des paysannes restées sur place, permettant de maintenir des salaires bas et d'augmenter la plus-value pour les entreprises minières. En exploitant un des membres de la communauté domestique – le mineur – sans l'extraire de celle-ci, les entreprises exploitaient ainsi l'ensemble de la communauté et s'approprièrent une partie du travail des femmes. Ce système, articulant production minière et économie agraire en maintenant les rapports sociaux propres aux communautés domestiques paysannes, contribuait à la prospérité des grandes entreprises minières (First 1977 ; Verschuur *et al.* 1986).

Dans le processus d'accumulation primitive décrit par Marx en Grande-Bretagne, l'émigration sans retour des paysans vers les villes, suite à l'expropriation de leurs terres, avait permis d'assurer la reproduction gratuite d'une large part de la force de travail, mais ne résolvait pas la question de son entretien et de son renouvellement, comme dans le cas des migrations temporaires au Mozambique. Les migrations définitives n'apportent un gain significatif que le temps d'une génération, le temps de la vie active du migrant.

Les migrations, en permettant de répondre à la demande en «travailleurs venant au monde tout faits» (Marx cité par Meillassoux 1975, 161), contribuent à la reproduction «gratuite» de la force de travail. Les migrations temporaires de travailleurs et travailleuses vers des régions et pays plus riches permettent de pallier le problème de l'entretien et du renouvellement de la force de travail (Le Bris, Rey et Samuel 1976 ; Meillassoux 1975). Le travail domestique nécessaire pour cela, réalisé en majeure partie par des femmes du *Global South* et, parmi elles, les plus exclues, est ainsi approprié par le système global (Federici 2002).

La globalisation néo-libérale a créé un nouvel ordre colonial et une crise de la reproduction sociale dans le *Global South*, qui entraîne une nouvelle division internationale de travail traversée par des rapports sociaux de sexe, de classe et de race. Cela se manifeste par une féminisation du prolétariat dans les industries manufacturières délocalisées ou les entreprises agro-industrielles, une

croissance de la place des femmes dans l'économie informelle dans les villes ou dans les productions agricoles marchandes, une féminisation des migrations, la globalisation de la reproduction sociale et le *care drain* à travers les chaînes globales de soins (Benería 1982; Kabeer 1995; Sassen 2005; Federici 2002; Ehrenreich et Hochschild 2004; Maruani 2011; Verschuur et Catarino 2013). Le nombre croissant de personnes, hommes et femmes, généralement jeunes, qui partent en migrations temporaires dans d'autres pays ou régions plus riches, illustre combien les économies domestiques sont articulées avec l'économie globalisée, système qui constitue la base de la prospérité dans le *Global North*.

La constitution symbolique et culturelle, sociale, économique et politique des rapports de genre, de classe et de race, permet de maintenir le lien organique entre des rapports sociaux de type domestique – au sein de la famille et des communautés domestiques – et des rapports sociaux capitalistes. Avec le processus de mondialisation du capitalisme ou sous son couvert, ce qui a été appelé «développement» depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et la financiarisation croissante de l'économie, ces rapports sociaux de type domestique, loin d'être détruits, continuent d'être préservés car nécessaires au fonctionnement de l'économie globale.

Nous avons déjà abordé, dans les ouvrages de cette collection, dans une perspective féministe, les questions de l'économie, des migrations, de la globalisation néo-libérale<sup>1</sup>. L'exemple abordé ci-dessus concernant la question agraire et la question de la globalisation de la reproduction sociale a fait l'objet de nos deux dernières publications<sup>2</sup>. Dans chacun des ouvrages, nous avons porté une attention particulière aux organisations et luttes de femmes, notamment dans le *Global South*, face à ces problématiques, et aux alternatives proposées ou mises en œuvre. L'ouvrage *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes* (Verschuur 2010) a illustré la richesse des groupements et mouvements de femmes organisées et contestant les ordres politiques, économiques, sociaux, environnementaux, culturels, dans toutes les régions du monde. Ces diverses publications ont pour objet de montrer les apports des études féministes du développement aux études féministes en général, et des études féministes aux études de développement en particulier, pour progresser dans la théorisation de la reproduction sociale.

---

<sup>1</sup> *Genre et économie, un premier éclairage* (Bisilliat et Verschuur 2001); *Genre, mondialisation et pauvreté* (Verschuur et Reysoo 2002); *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations* (Verschuur et Reysoo 2004).

<sup>2</sup> *Genre, changements agraires et alimentation* (Verschuur 2012a); *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale* (Verschuur et Catarino 2013).

Dans cet ouvrage, nous voulons poursuivre ces questionnements en nous penchant sur le bouillonnement d'initiatives et de collectifs qui cherchent des alternatives, *ici et maintenant*, pour une autre économie, des rapports sociaux différents, d'autres formes d'insertion dans l'économie globale, le renforcement du pouvoir des groupes marginalisés. Les initiatives collectives, dans lesquelles des femmes exclues sont très présentes, se développent depuis longtemps, mais elles restent peu étudiées en profondeur. Souvent, lorsque les collectifs de femmes sont évoqués, c'est uniquement comme des initiatives sociales, de manière instrumentale ou encore condescendante. L'enchevêtrement des rapports économiques, sociaux, politiques et culturels, tout comme l'articulation entre le local et le global, sont rarement analysés.

18

Souvent féminins, les collectifs et mouvements qui revendiquent ou expérimentent des initiatives solidaires peuvent-ils aussi être féministes? À quelles conditions, sous quelles formes et dans le cadre de quels rapports sociaux peuvent-ils contribuer à l'émancipation des femmes? Dans quelles conditions peuvent-ils participer à repenser l'organisation de la reproduction sociale, dont les études féministes ont montré le caractère central pour comprendre la reproduction des inégalités? Telles sont les questions qui guident cet ouvrage.

## **Un double regard**

Apporter des éléments de réponse à ces questions suppose d'adopter une position épistémologique singulière. En croisant l'approche «possibiliste» suggérée par des auteurs comme Hirschman (1971) et plus récemment Gibson-Graham (2003; 2006) ou encore Sousa Santos (2011), qui plaide pour une sociologie des «émergences», avec les apports de la littérature féministe, il convient d'être attentives à la manière dont ces initiatives bousculent de manière novatrice les frontières habituelles entre le public et le privé, l'économique, le social et le politique (Guérin, Hersent et Fraisse 2011). Ces initiatives questionnent les concepts de valeur et de richesse. Elles conduisent à repenser la notion même d'économie, qui ne se limite plus à la production ou l'allocation de ressources, mais recouvre l'ensemble des relations et activités nécessaires à la reproduction et l'entretien de la vie (Meillassoux 1981; Polanyi 1983). Prenant le contre-pied de politiques universalistes et standardisées, elles s'ancrent dans le territoire et les espaces vécus des populations. Aux actions concrètes, elles articulent des pratiques de discussion, de délibération et parfois de mobilisation, de résistance, voire de révolte. Elles répondent en cela à des préoccupations avancées depuis longtemps par certains courants féministes convaincus que la lutte contre le patriarcat suppose de repenser la nature même de l'économie (Benería

1981 ; Nelson, 1995) et du politique (Davis 1992 ; Basu 1995), ainsi que l'hétérogénéité des aspirations et des contraintes des femmes, selon leurs appartenances (Mohanty 1988).

Ce premier regard, soucieux de déconstruire les schèmes dominants et de rendre justice à la multiplicité des manières d'être, de faire et de penser, n'exclut pas une analyse critique. Il s'agit, de manière articulée, d'interroger la nature des rapports sociaux dans lesquels s'inscrivent ces initiatives et comment ceux-ci s'articulent avec les rapports sociaux dominants. Ce regard critique examine dans quelle mesure les initiatives solidaires enferment les femmes dans des espaces clos, renforcent ou suscitent des inégalités non seulement de genre, mais aussi de classe, de race ou d'ethnicité, se substituent à moindres frais à l'intervention publique, qu'elle soit locale, nationale ou supranationale, ou encore se transforment en maillon faible de chaînes de valeur globalisées, voire en réceptacles de mouvements religieux extrémistes.

Ce double regard, à la fois possibiliste et critique, ne va pas de soi puisqu'il suppose de combiner des approches épistémologiques souvent pensées comme contradictoires, attentives d'une part aux subjectivités, aux mondes vécus, aux marges de manœuvre, aux résistances et aux processus de changement et, d'autre part, aux structures et rapports de pouvoir, sources de différenciation et de domination. Ce double regard impose par ailleurs de s'affranchir de nos catégories d'analyse trop souvent figées dans une conception abstraite et autonome, séparée, de l'économique, du social et du politique.

## **Les organisations de femmes**

De manière générale, les historiennes des femmes et du genre ont changé la perception des problèmes de société et l'histoire sociale (Tilly et Scott 2002). Des études sur les ouvrières dans l'industrie de la chaussure en Nouvelle-Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle, sur les cigarières, les ouvrières dans le tissage de tapis, dans les filatures de coton du Sud, dans les usines de textile ont révélé leur rôle, négligé, dans les conflits de travail ou dans le processus d'industrialisation, les différences entre les cultures masculine ou féminine du travail ou encore les tensions entre leur travail d'ouvrières et leur travail domestique. Au-delà de l'élite, ces études ont porté l'attention sur les gens ordinaires, les femmes et les rapports sociaux de sexe. Elles ont introduit la catégorie de genre, telle que Scott l'a définie, en se centrant sur la signification, le pouvoir et l'acteur. En considérant les expériences des femmes comme un fait d'histoire à découvrir et à décrire, ces études ont permis de

considérer les femmes comme des sujets sociaux dont les vies ont un intérêt, tant comme membres de leur famille que comme travailleuses, membres d'organisations ou de mouvements sociaux.

Dès l'apparition du terme « féministe », au XIX<sup>e</sup> siècle, des organisations de femmes, des collectifs, se sont constitués, prenant conscience des discriminations envers elles, dans toutes les parties du monde et parmi des groupes d'appartenances très diverses, esclaves, ouvrières ou bourgeoises, socialistes, pacifistes ou migrantes. Ces organisations ont contesté les ordres idéologiques, politiques, économiques, environnementaux, sociaux, familiaux et de genre sur lesquels s'est appuyée la mondialisation du capitalisme. Elles ont contesté le recul des actions publiques dans les politiques sociales, les dégradations environnementales, l'invisibilité et la dévalorisation du travail des femmes, les inégalités dans la nouvelle division internationale du travail, les inégalités dans l'accès aux espaces de pouvoir. Elles ont développé des pratiques économiques qui ne sont pas dissociées du social ou du politique. Ces organisations ont lutté pour les droits des femmes et contre les inégalités de pouvoir, revendiqué l'égalité avec les hommes, dans la sphère privée comme dans la sphère publique.

Hier comme aujourd'hui, des activités économiques collectives sont menées par des femmes organisées, comme des historiennes, des anthropologues, sociologues et économistes féministes l'ont montré et étudié. Ainsi on peut évoquer, parmi d'innombrables exemples, les ateliers collectifs autogérés de production textile au Pérou (Ypeij 2002), les coopératives de transformation de produits alimentaires au Sénégal (Abdoul 2002), les collectifs de restauration dans les quartiers populaires au Pérou ou au Sénégal (Anderson 2015 ; Ndoye 2014), les coopératives de consommation<sup>3</sup>, des pratiques de tontines au Sénégal (Guérin 2003), les activités des groupes de commerçantes du chemin de fer Bamako-Dakar (Lambert 1993), les groupes de commerce équitable et d'économie solidaire des femmes indigènes en Bolivie (Charlier 2006 ; Hillenkamp 2015), des initiatives de *self-help groups* ou de groupes affiliés à la SEWA en Inde (Haritas 2014 ; Chatterjee 2015), des groupes de tissage au Sri Lanka (Postel et Schrijvers 1980). Les femmes sont aussi majoritairement présentes dans les activités collectives d'amélioration de l'environnement et de l'habitat dans les quartiers – espaces verts, construction populaire, assainissement, gestion des déchets, gestion de l'eau (Bisilliat 1995 ; de Suremain 2007 ; Verschuur 2005 ; 2012b ; Hainard et Verschuur 2003 ; 2005) – dans les luttes pour la justice écologique (Dasgupta 2007), les associations ou coopératives d'appui à la petite enfance

---

<sup>3</sup> Au Japon, 80 % des 27 millions de membres de coopératives de consommation sont des femmes (ILO nd).

ou aux personnes âgées (de Suremain, Cardona et Dalmazzo 1995 ; Fournier, Ramognini et Papucchio de Vidal 2013 ; ILO-ICA 2015) ou encore les initiatives de protection sociale (Kabeer 2010), des mutuelles de santé et d'épargne-crédit (Chatterjee 2015 ; Fonteneau 2015). En milieu rural, elles sont majoritairement présentes dans les collectifs de production agricole de subsistance (León 1980 ; Angulo 2011 ; Morales 2012) et en particulier d'agro-écologie (Prévost, Galgani Silveira Leite Esmeraldo et Guétat-Bernard 2014 ; Nobre 2015) ou dans ceux de gestion des points d'eau.

Comme l'avaient montré les historiennes dans leurs travaux sur les ouvrières au XIX<sup>e</sup> siècle, on y observe des dimensions symboliques, des pratiques et des cultures de travail différentes selon le genre, la classe et la race, des inscriptions sur le territoire et en réseaux, des liens avec des espaces politiques et sociaux au niveau national ou global, des remises en question des rapports de pouvoir et des capacités d'action, d'autres valeurs et objectifs où le culturel, le social et l'économique sont enchevêtrés.

Tout comme le travail des femmes a longtemps été invisible, ces collectifs ont été considérés comme insignifiants, ne contribuant pas de manière déterminante à l'économie. Ils ont été associés à la « miniaturisation de l'endettement » (Peemans-Poullet 2001), qualifiés de « micro-crédits », de « micro-entreprises », condamnés à l'expérimentation permanente (Hersent 2015).

Certes, les programmes de coopération se sont intéressés depuis le milieu des années 1970 aux activités économiques des femmes, considérées comme une ressource mal exploitée. Il s'est d'abord agi de les incorporer aux processus de modernisation, en faisant le constat qu'elles avaient jusque-là été « oubliées » des politiques, qu'il s'agisse des secteurs agricoles ou industriels. Il en allait de leur émancipation, mais aussi, et surtout, du développement économique, dépendant de la main-d'œuvre féminine pour prospérer. À partir des années 1980, à la suite des plans d'ajustement structurel et de l'affaiblissement des emplois protégés, bastions masculins, l'intérêt pour le travail féminin s'est renforcé et s'est transformé. L'emploi dit informel, non protégé, n'a plus été considéré comme le mal à abattre ou un symptôme de retard, mais au contraire comme une solution au sous-emploi. L'enjeu principal consistait alors à supprimer les barrières à l'intégration au marché et à miser sur le petit capitalisme populaire (De Soto 1986). Le microcrédit a été le fer de lance de cette volonté de transformer les pauvres, notamment les femmes, en micro-entrepreneures : comme toujours gardiennes du bien-être familial, elles étaient censées utiliser plus efficacement leurs maigres ressources, et ont désormais été appréhendées comme étant maîtresses de leur force de travail et de leur émancipation. Plus récemment, le *business social*

(Yunus et Weber 2010), les approches du «bas de la pyramide» (Prahalad 2004) et l'investissement grandissant des entreprises privées dans le «social», directement ou par le biais de leurs fondations, ont achevé de dissiper les frontières déjà ténues entre développement et marché. L'attention continue de se déplacer: le nouveau credo consiste à soutenir et encourager la consommation des pauvres, dont le pouvoir d'achat est maigre à l'échelle individuelle mais considérable au niveau global. Ici encore, les femmes sont une cible privilégiée. Leur consommation, nouveau support de leur émancipation, n'est pas toujours «efficace» et «rationnelle» selon les critères du capitalisme, mais diverses mesures d'accompagnement et d'encadrement, élaborées notamment grâce aux prouesses de l'économie comportementale, laissent espérer une normalisation au service d'une «économie intelligente» (Chant 2012).

Face aux critiques de la surexploitation des femmes et devant les échecs de divers programmes, des agences de coopération ont soutenu des collectifs de femmes, prétendant reprendre certaines propositions des groupes de base dans de nouveaux programmes dits d'*empowerment*.

Cependant, la philosophie, le contenu et la méthode des activités proposées dans le cadre de programmes de coopération, souvent inspirés de conceptions universalistes et de méthodes standardisées, correspondent rarement aux aspirations et aux contraintes de ces groupes (sans pour autant qu'il faille les idéaliser ou les romantiser). Par ailleurs, ces programmes de coopération s'inscrivent rarement dans une approche transformatrice et critique. Nombre de ces programmes ont de fait encouragé un *empowerment* de type individuel ou entrepreneurial, dans une approche *top-down*, sans analyser les rapports de pouvoir, ni remettre en question leur dimension inégalitaire. L'idée d'une «solidarité féminine naturelle» a aussi nourri la multiplication de projets à composante collective, sans que soient questionnées les conditions d'émergence et de fonctionnement de ces collectifs, qui sont pourtant loin d'aller de soi. Dans certains cas, il s'est agi de soutenir des projets économiques de groupe. Mais il pouvait tout autant s'agir d'encourager des femmes à intégrer le marché du travail salarié, ce qui leur a certes permis de sortir de l'espace domestique dans lequel elles pouvaient être confinées, mais n'a aucunement garanti des conditions de travail dignes. Le potentiel d'*empowerment* par l'intégration des femmes au marché du travail salarié ne fait pas consensus parmi les féministes (Kabeer 1994 ; 1995 ; 2001), notamment parce que ces activités salariées ne remettent pas en cause les rapports de pouvoir au sein de la famille ou de la communauté, entre hommes et femmes, voire entre femmes, ni les inégalités dans l'organisation de la reproduction sociale, ni l'accès aux décisions dans d'autres sphères.

Imposées de l'extérieur – les femmes étant sommées de s'organiser – ou greffées sur des dynamiques existantes mais sans tenir compte de leurs spécificités et trahissant bien souvent leur signification originelle, les projets dits de développement ont souvent représenté, comme pour les projets antérieurs « générateurs de revenus », une surcharge de travail pour les femmes sollicitées, voire un renforcement de leur subordination et non un changement de paradigme.

La crise de la reproduction sociale a, comme nous l'avons mentionné, considérablement accru le travail des femmes subalternes. De nombreux plans sociaux – gouvernementaux, projets de coopération – ont spécifiquement ciblé les femmes considérées comme les responsables principales du bien-être de la famille. Aussi a-t-on vu fleurir des programmes gouvernementaux de soutien à des activités collectives – nées spontanément ou non – dans le domaine de la reproduction sociale, que ce soit l'alimentation – *comedores populares* (cantines populaires), distribution de paniers de base, *vaso de leche* (verre de lait) pour les enfants des quartiers marginalisés –, la gestion des déchets, les crèches – *madres comunitarias* (mères communautaires) –, etc. Les mouvements et chercheuses féministes s'y sont rarement intéressés, voire s'y sont opposés, considérant qu'ils renforçaient l'exploitation et la subordination des femmes et ne permettaient pas de transformer les rapports de genre (Anderson 2015 ; Destremau et Georges 2016). Des études sur les coopératives de *care* ont récemment été encouragées (ILO-ICA 2015), ou ont porté sur l'organisation de plans sociaux gouvernementaux ou des initiatives spontanées dans les quartiers populaires (Hainard et Verschuur 2005). Mais de manière générale, très peu de recherches ont porté de manière approfondie sur ces pratiques de base, collectives, majoritairement menées par des femmes exclues, autour de l'organisation de la reproduction sociale.

## Les apports des économistes féministes

L'économie féministe – et la sociologie économique féministe –, champs d'études qui se développent notamment depuis la fin des années 1980, restent relativement ignorées dans les études de développement, en particulier dans le monde francophone. Leurs apports sont pourtant de plus en plus indispensables dans le contexte de la crise économique et financière mondiale. L'économie féministe apporte en effet un regard nouveau sur l'ensemble des questions du développement ou de la mondialisation néo-libérale.

Longtemps, le travail des femmes n'était reconnu que quand celles-ci sortaient de la sphère domestique. Les progrès dans l'émancipation des femmes étaient mesurés en fonction de l'accroissement de la participation des

femmes au marché du travail salarié considéré comme la seule source d'autonomie économique, et par conséquent de pouvoir de décision accru pour les femmes salariées, c'est-à-dire d'*empowerment*. Les études féministes ont contribué à déconstruire la catégorie travail, à contester le fait que le travail non rémunéré des femmes soit confondu avec du travail improductif, et à contester la séparation entre travail productif et reproductif.

Les économistes féministes ont également contribué à déconstruire la catégorie du marché. Les associations entre, d'un côté, le marché/le masculin/le public, et, de l'autre, les soins/la reproduction/le féminin/le privé ont été critiquées parce qu'elles renforçaient une vision essentialiste des pratiques féminines et masculines, éloignée de la réalité. Ces travaux (Waller et Jennings 1991 ; Benería 1998) ont notamment pris appui sur la critique de la société de marché par Karl Polanyi et sur les bases conceptuelles posées par cet auteur pour théoriser une économie plurielle, pouvant être solidaire, démocratique et féministe (Laville 2013 ; Hillenkamp, Guérin et Verschuur 2014). La place des femmes d'appartenances diverses dans la production pour l'échange marchand a été mise en évidence par les économistes féministes. Il a été souligné combien les pratiques d'échange marchand s'inscrivent dans des systèmes de valeurs et des objectifs différents, enchevêtrés dans des contraintes liées à leur place dans les rapports sociaux.

L'économie féministe englobe des approches hétérogènes et de nombreux courants, des néo-libéraux aux néo-marxistes. Un champ particulièrement fécond est celui ouvert, dans une perspective institutionnaliste au sens large, par des auteures comme Lourdes Benería et Gita Sen (Benería 1995 ; Benería et Sen 1981), Diane Elson (1991), Nancy Folbre (1993 ; 1995), Paula England et Nancy Folbre (2005), Marianne Ferber et Julie Nelson (2005), ou de multiples autres dont la revue *Feminist Economics*, fondée en 1995, a diffusé les travaux. L'économie féministe porte un regard critique sur les théories économiques et les méthodologies de recherche pour dépasser les biais andro-centriques qui traversent cette discipline. Elle porte tant sur l'économie domestique que sur les questions macroéconomiques, le commerce ou les finances internationales, et l'articulation entre ces dimensions. L'économie féministe considère que les rapports sociaux de genre, de classe et de race s'inscrivent dans les rapports économiques ; elle repense des catégories d'analyse, en particulier le travail, et notamment le travail reproductif ; elle remet en question le modèle universel de *l'homo œconomicus* ; certains courants de l'économie féministe s'intéressent à faire reconnaître d'autres rationalités, motivations, valeurs – comme la justice, la solidarité, le lien social et d'autres visions, celle du bien-être humain pour toutes et tous, et non celle défendue notamment par la discipline économique orthodoxe, la maximisation des profits ou de la croissance.

La posture féministe des travaux de ces économistes tient à leur volonté de comprendre les causes des inégalités de genre et de la subordination des femmes exclues du fait de leurs appartenances de classe ou de race; de reconnaître et de s'intéresser à leurs capacités d'action, individuelles et collectives, aux possibilités de changement du système économique, social, culturel, et de transformation des rapports de pouvoir pour une plus grande justice sociale et de genre.

## Les pratiques de l'économie sociale et solidaire

Alors que diverses questions devraient rapprocher l'économie solidaire et l'économie féministe, comme cela est suggéré par des travaux antérieurs (Guérin 2003; Nobre 2006; Guérin, Hersent et Fraisse 2011; Hillenkamp, Guérin et Verschuur 2014; Jubeto Ruiz et Larrañaga Sarriegi 2014), la littérature sur l'économie sociale et solidaire ne s'est jusqu'ici que peu intéressée au genre et aux théories féministes. Parfois la présence importante des femmes actives dans ce secteur n'est pas même reconnue. Nombre d'acteurs et d'actrices et de chercheur-es dans ce champ se contentent au mieux d'affirmer que les différences entre hommes et femmes doivent être prises en compte et que l'égalité de genre est un objectif de l'économie solidaire. Le risque est de considérer *a priori* l'économie solidaire comme une «bonne économie», qui fonctionnerait naturellement en faveur de l'égalité de genre. La critique de la modernisation productiviste suivie de la globalisation néolibérale à partir des années 1980 et, plus récemment, la crise de la reproduction sociale et la crise économique et financière, ont suscité un fort regain d'intérêt pour les pratiques économiques alternatives et populaires.

L'économie sociale et solidaire occupe ainsi un espace croissant, ou du moins de plus en plus visible dans les contextes de crise, dans les pratiques sociales, dans les politiques publiques et dans la recherche. Dans différentes régions du monde, que ce soit dans des organisations de base, d'appui ou depuis des espaces liés aux politiques publiques, des femmes et des hommes se mobilisent pour faire de l'économie autrement, questionnant la poursuite et la viabilité du profit individuel, cherchant à articuler les intérêts aux niveaux individuel, domestique et collectif, et à retisser des liens entre pratiques économiques, au sens substantif, et engagement politique et social. Que ce soit dans des activités liées à la (re)production, la consommation, la finance, le commerce, dans les programmes d'insertion sociale, le développement local et des territoires, l'environnement, le tourisme ou encore la culture, on trouve des formes novatrices d'organisation et de relations sociales. Par rapport à l'économie et à la politique dominantes, les pratiques d'économie solidaire privilégient la recherche de la solidarité, entre générations

et avec les générations futures, au sein de ou entre groupes, entre territoires, etc. Elles ne cherchent pas à supplanter les marchés ou l'État, mais à «travailler» ces deux espaces, c'est-à-dire à modifier leur contenu par une articulation avec les principes de réciprocité, de partage domestique et de solidarité. Certaines de ces initiatives ouvrent des espaces pour une construction sociale des marchés, établissant des conditions de participation plus équitables grâce au collectif, pour des rapports sociaux non capitalistes, de nouvelles formes d'organisation du travail et de relations de travail, ou de nouveaux droits d'usage ou de partage des ressources.

26 ..... Ces expériences ou organisations questionnent simultanément le rapport au politique, en articulant la construction de communautés politiques – quels que soient leurs niveaux – avec les pratiques économiques et sociales. Elles constituent des espaces de délibération et parfois de négociation et d'*empowerment* transformateur et collectif, avec la volonté de peser sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, sur les normes dominantes de l'économie de marché et des institutions et sur les politiques sociales.

Sans surprise, ces initiatives sont fortement genrées. Elles concernent bien souvent des activités symboliquement associées à ce qui est «féminin». Les secteurs d'activité touchent particulièrement la reproduction élargie de la vie et impliquent une forte proportion de femmes subalternes. Qu'il s'agisse de groupes de production artisanale ou agricole, d'échange local, de finances solidaires, d'associations communautaires ou d'emploi salarié dans les coopératives, mutuelles ou associations, les femmes sont généralement majoritaires dans l'économie solidaire. Mais des hommes aussi y sont actifs, et des femmes sont parfois majoritaires dans des entreprises qui ne sont pas solidaires. La surreprésentation des femmes n'est donc pas la seule raison pour laquelle il est nécessaire de croiser ces deux champs. Au-delà de ce constat numérique, il s'agit d'analyser en quoi ces pratiques sont genrées, en lien avec la reproduction de la division sexuelle du travail, la valorisation différentielle du travail féminin, l'importance des activités dans le domaine de la reproduction sociale, ou les valeurs implicites de don de soi ou de sacrifice pour le bien-être de la famille et de la communauté, face à la crise et aux déficiences des systèmes de protection sociale.

Nous voulons dans cet ouvrage jeter un coup de projecteur sur l'émergence de ces initiatives et sur les conditions pour que des groupes subalternes se constituent en sujets de leur propre histoire et exercent ainsi du pouvoir.

À quelles conditions précisément les initiatives que l'on peut regrouper sous le terme d'économie sociale et solidaire peuvent-elles constituer des espaces pour développer de nouveaux rapports sociaux, repenser l'articulation entre

économie domestique et capitaliste, dépasser la séparation entre reproduction et production ? Dans quels cas sont-elles un lieu d'expression de la démocratie économique, de construction de relations égalitaires entre personnes de classe, de genre et de race différents, d'ancrage dans le territoire articulant le local et le global, le marché et l'État, la protection et l'émancipation ?

Dans quelle mesure et à quelles conditions l'économie solidaire peut-elle finalement être féministe ? À quelles conditions y trouve-t-on une opportunité de réinvention de l'économie, réencastée dans le social et le politique ? En quoi l'économie solidaire nous permet-elle de créer des ponts entre théories et pratiques, analyses et changements, à partir des points de vue situés, dans le contexte de crise économique et financière actuelle ?

27

Cette collection d'articles propose des pistes de réponses à ces questions, de manière conceptuelle et/ou empirique. Elle montre comment, concrètement, cette myriade d'initiatives, ces *bubbles* (Verschuur 2015), peuvent nous inspirer pour avancer dans la critique culturelle, économique et sociale du capitalisme néo-libéral et de l'état patriarcal, sans pour autant occulter leurs faiblesses et leurs contradictions. Comme indiqué plus haut avec le «double regard», à la fois possibiliste et critique, l'enjeu est de repenser l'organisation de la reproduction sociale et la lutte contre les inégalités, mais aussi de repenser les notions de valeur, de démocratie, comment les femmes et les hommes se constituent en sujets politiques, comment s'organiser pour repenser le système dans une temporalité politique du présent, à la recherche d'alternatives concrètes et globales, ici et maintenant.

## Bibliographie

Abdoul, M. 2002. Organisation de nouvelles activités économiques des femmes et accès aux décisions : une étude à Santhiaba au Sénégal. In *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement* n° 3. (Dir.) C. Verschuur et F. Reysoo. 93-98. Paris : L'Harmattan.

Anderson, J. 2015. Missed opportunities, mixed messages and lessons learned : collective kitchens in marginal urban communities of Peru. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? « Homo œconomicus, mulier solidaria. »* (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 221-242. Paris : L'Harmattan, collection Genre et développement : Rencontres.

Angulo, N. 2011. Cantines populaires : sécurité alimentaire et exercice de la citoyenneté au Pérou. In *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale.* (Dir.) I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse. 221-236. Paris : IRD éditions, èrès.

- Basu, A. (Ed.). 1995. *The challenge of local feminisms. Women's movements in global perspective*. Boulder : Westview Press.
- Benería, L. 1981. Conceptualizing the labor force : The underestimation of women's economic activities. *The Journal of Development Studies* 17(3):10-28.
- . 1982. Women and development; the sexual division of labor in rural societies.
- . 1995. Toward a greater integration of gender in economics. *World development*. 23(11): 1839-1850.
- . 1998. Karl Polanyi, la construcción del mercado global y la «diferencia» de género. *Mientras Tanto*. 71 : 81-101.
- Benería, L., et G. Sen. 1981. Accumulation, reproduction, and «Women's role in economic development»: Boserup revisited. *Signs : Journal of Women in Culture and Society*. 7 (2) : 279-298.
- Bisilliat J. 1995. *La construction populaire au Brésil : une expérience à São Paulo*. Paris : Karthala ; ORSTOM.
- Bisilliat, J. et C. Verschuur (Dir.). 2001. *Genre et économie : un premier éclairage. Cahiers genre et développement*. N° 2. Paris : L'Harmattan.
- Chant, S. 2012. The disappearing of «smart economics»? The *World Development Report 2012 on Gender Equality*: Some concerns about the preparatory process and the prospects for paradigm change. *Global Social Policy*. 12 (2) : 198-218.
- Charlier, S. 2006. L'économie solidaire au féminin : quel apport spécifique pour l'*empoderamiento* des femmes. Une étude de cas dans les Andes boliviennes. Thèse de doctorat en sciences sociales. Université catholique de Louvain.
- Chatterjee, M. 2015. Organising social protection through solidarity of women workers : experiences of the Self-Employed Women's Association, SEWA, in India. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? «Homo œconomicus, mulier solidaria.»* (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 243-255. Paris : L'Harmattan, collection Genre et développement. Rencontres.
- Dasgupta J. 2007. Les survivantes de Bhopal luttent pour une justice écologique. In *Genre, mouvement populaires urbains et environnement. Cahiers Genre et développement*. N° 6. (Dir.) C. Verschuur. 233-245. Paris : L'Harmattan.
- Davis A. 1982. *Women race and class*. London : The Women's Press Ltd.
- Destremau, B. et I. Georges. 2016. Introduction. In *Le gouvernement des pauvres en Amérique latine. La police du genre*. Paris : Karthala.
- Destremau, B. et C. Verschuur. (Dir.) 2012. *Féminismes décoloniaux, genre et développement. Revue Tiers Monde*. N° 209.
- Ehrenreich, B. et A. R. Hochschild. 2004. *Global woman : Nannies,*

maids, and sex workers in the new economy. New York: Henry Holt Company.

Elson, D. (Ed.). 1991. *Male bias in the development process*. Manchester and New York: Manchester University Press.

England, P. and N. Folbre. 2005. Gender and economic sociology. In *Handbook of economic sociology*. (Eds.) N. J. Smelser et R. Swedberg. Princeton and New York: Princeton University Press and Russell Sage Foundation.

Federici S. 2002. Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle distribution internationale du travail. In *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement. N° 3*. (Dir.) C. Verschuur, avec F. Reysoo. 45-73. Paris: L'Harmattan.

First R. 1977. *O mineiro moçambicano*. Maputo: Centro de Estudos Africanos. Universidad Ed. Mondlane.

Ferber, M. and J. A Nelson. 2003. *Feminist economics today: Beyond economic man*. Chicago: University of Chicago Press.

Folbre, N. 1993. How does she know? Feminist theories of gender bias in economics. *History of Political Economy*. 25(1): 167-184.

—. 1995. « Holding hands at midnight »: The paradox of caring labor. *Feminist economics*. 1(1): 73-92.

—. 1997. *De la différence des sexes en économie politique*. Paris: Éditions des femmes.

Fonteneau, B. 2015. Extending social protection in health through SSE: Possibilities and challenges in West Africa. In *Social and Solidarity Economy. Beyond the Fringe*. (Ed.) P. Utting. 250-265. London: Zed Books.

Fournier, M., M. H. Ramognini, S. Papucchio de Vidal. 2013. Género y economía social y solidaria. In *Hacia otra economía*. V. Costanzo et D. Maidana. Colección Textos Institucionales. N° 09. Buenos Aires: Universidad nacional de General Sarmiento

Gibson-Graham, J. K. 2003. Enabling ethical economies: Cooperativism and class. *Critical Sociology*. 29(2): 123-161.

—. 2006. *The end of capitalism (as we knew it). A feminist critique of political economy*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Guérin, I. 2003. *Femmes et économie solidaire*. Paris: La Découverte et M.A.U.S.S. Collection Recherches/M.A.U.S.S.

Guérin, I., M. Hersent et L. Fraisse. 2011. *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*. Paris: érès/IRD Éditions.

Hainard, F. et C. Verschuur. 2003. Gender relations and grass-roots urban movements. *International Social Science Review*. N° 177: 473-488.

— (Dir.). 2005. *Mouvements de quartier et environnements urbains*.

- La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*. Paris : Karthala et ENDA Diapol.
- Haritas, K. 2014. Mobilisations of urban poor women in Bangalore, India. An intersectional analysis. PhD Dissertation in Anthropology and Sociology of Development. Genève : Institut de hautes études internationales et du développement.
- Hersent, M. 2015. Les initiatives solidaires de femmes et les pouvoirs publics : une dure confrontation. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? « Homo œconomicus, mulier solidaria »*. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 257-270. Paris : L'Harmattan, collection Genre et développement. Rencontres.
- Hillenkamp, I. 2015. Solidarity economy for development and women's emancipation : Lessons from Bolivia. *Development and Change*. 46 : 1133-58. doi : 10.1111/dech.12193
- Hillenkamp, I., I. Guérin et C. Verschuur. 2014. Économie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire. *Revue d'économie solidaire / Review of solidarity economy*. 7 : 4-43.
- Hirschman, A. O. 1971. Political economics and possibilism. In *A bias for hope. Essays on development and Latin America*. New York : Yale University Press.
- ILO-ICA. 2015. Advancing gender equality : The cooperative way. Genève : ILO-ICA.
- Jubeto Ruiz, Y. et M. Larrañaga Sarriegi. 2014. La economía será solidaria si es feminista. Aportaciones de la Economía Feminista a la construcción de una Economía Solidaria. In *Sostenibilidad de la vida. Aportaciones desde la Economía Solidaria, Feminista y Ecológica*. Y. Jubeto Ruiz, M. Larrañaga Sarriegi, C. Carrasco Bengoa, M. León Trujillo, Y. Herrero López, C. Salazar de la Torre, C. de la Cruz Ayuso, L. Salcedo Carrión et E. Pérez Alba. 13-26. Bilbao : REAS Euskadi.
- Kabeer, N. 1994. Empowerment from Below : Learning from the Grassroots. In *Reversed realities. Gender hierarchies in development thoughts*. Londres : Verso.
- 1995. Necessary, sufficient or irrelevant ? Women, wages and intra-household power relations in urban Bangladesh. Working Paper N° 25. Brighton : Institute of Development Studies.
- 2001. Conflicts over credit : re-evaluating the empowerment potential of loans to women in rural Bangladesh. *World Development*. 29(1) : 63-84.
- 2010. Women's empowerment, development interventions and the management of information flows. *IDS Bulletin*. 41(6) : 105-113.
- Kergoat D. 2001. Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion. *Actuel-Marx*. N° 30 : 85-100.
- Lambert, A. 1993. Les commerçantes maliennes du chemin de fer

Dakar-Bamako. In *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest : logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*. (Dir.) G. Emmanuel et P. Labazée. 37-70. Paris : Karthala, ORSTOM.

Laville, J.-L. 2013. Avec Polanyi et Mauss. Vers une théorie de la démocratie et de l'économie plurielles. In *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*. (Dir.) I. Hillenkamp et J.-L. Laville. 271-300. Toulouse : érès.

Le Bris, E., P.-P. Rey et M. Samuel. 1976. *Capitalisme négrier : la marche des paysans vers le prolétariat*. Paris : François Maspéro.

León, M. 1980. *Mujer y capitalismo agrario*. Bogota : ACEP.

Maruani, M. 2011. *Travail et emploi des femmes* : La Découverte : Paris.

Meillassoux, Claude. 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris : Maspéro.

—. 1991. La leçon de Malthus : le contrôle démographique par la faim. In *Les Spectres de Malthus : déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*. (Dir.) F. Gendreau, C. Meillassoux, B. Schlemmer et M. Verlet. 15-32. Paris : ORSTOM-EDI-CEPED.

Mohanty, C. T. 1988 [2010]. Sous les yeux de l'Occident. Recherches féministes et discours coloniaux. In *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes*, edited by Christine Verschuur, 171-202. Paris : L'Harmattan.

Morales, A. 2012. La souveraineté alimentaire. Une expérience de résistance des paysannes d'Inzá Tierradentro. Colombie. In *Genre, changements agraires et alimentation. Cahiers genre et développement*. N° 8. (Dir.) C. Verschuur. 419-429. Paris : L'Harmattan.

Ndoye, F. 2014. La restauration populaire, socle d'une solidarité pour la lutte contre l'insécurité alimentaire en milieu urbain dakarois. Présentation au colloque «*Homo æconomicus, mulier solidaria*. Une économie solidaire peut-elle être féministe ?». Octobre. Genève.

Nelson, J. 1995. Feminism and economics. *The Journal of Economic Perspectives*. 9:131-48.

Nobre, M. 2006. Femmes et économie solidaire (1). In *Dictionnaire de l'autre économie*. (Dir.) J.-L. Laville et A. D. Cattani. 398-409. Paris : Gallimard.

—. 2015. Economía solidaria, agroecología y feminismo: Prácticas para la autonomía en la organización del trabajo y de la vida. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe? «Homo Oeconomicus, Mulher Solidaria.»* (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 273-294. Paris : L'Harmattan.

Peemans-Poullet, H. 2001. La miniaturisation de l'endettement des paysans pauvres passe par les femmes. In *Genre et économie : un premier éclairage. Cahiers genre et développement*. N° 2. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 347-360. Paris : L'Harmattan.

- Polanyi, K. 1983. *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard. Édition originale anglaise 1944.
- Postel-Coster, E. et J. Schrijvers (Eds.). 1980. *A woman's mind is longer than a kitchen spoon. Report on women in Sri Lanka. Research Project Women and Development*, Colombo-Leiden.
- Prahalad, C. K. 2004. *The fortune at the bottom of the pyramid, Eradicating poverty through profits*. Philadelphie: Wharton School Publishing.
- Prévost, H., G. Galgani Silveira Leite Esmeraldo et H. Guétat-Bernard. 2014, Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne. *Pour*. N° 222 : 275-284.
- Sassen, S. 2005. The repositioning of citizenship and alienage: Emergent subjects and spaces for politics. *Globalizations*. 2(1):79-94.
- Soto H. de 1986. *El otro sendero. La revolución informal*. Bogotá: Editorial Oveja Negra.
- Sousa Santos (de), B. 2011. *Producir Para Vivir. Los Caminos de La Producción No Capitalista*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Suremain (de), M.-D. 2007. Un fleuve dans lequel nous avons appris à nager. Les femmes dans l'environnement urbain à Bogotá. In *Genre, mouvements populaires urbains et environnement. Cahiers genre et développement. N° 6*. (Dir.) C. Verschuur. 177-193. Paris: L'Harmattan.
- Suremain (de), M.-D., L. Cardona et M. Dalmazzo. 1995. *Les femmes et la crise urbaine ou la gestion invisible du logement et des services urbains*. Bogota: ENDA Tiers Monde.
- Tilly L., Scott J. 2002. *Les femmes, le travail et la famille*. Paris: Payot et Rivages. Parution originale 1978.
- Verschuur, C. 2005. Mouvements de base, genre et justice sociale, réinvention culturelle du politique. In *Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*. (Dir.) F. Hainard et C. Verschuur. 49-83. Paris: Karthala et ENDA Diapol.
- . (Dir.). 2010. Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes. *Cahiers genre et développement. N° 7*. Paris: L'Harmattan.
- . (Dir.). 2012a. *Genre, changements agraires et alimentation. Cahiers genre et développement. N° 8*. Paris: L'Harmattan.
- . 2012b. Racommodages de la pauvreté ou engagements féministes dans les quartiers populaires de San Cayetano et Gamboa en Amérique latine. *Autrepart*. (61): 175-190.
- . 2014. Une histoire du développement au prisme du genre. Perspectives féministes et décoloniales. In *Sous le développement, le genre*. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et H. Guétat-Bernard. Paris: IRD Éditions.

Verschuur, C. e.a. 1986. *Mozambique, dix ans de solitude*. Paris : L'Harmattan.

Verschuur, C. et C. Catarino. (Dir.) 2013. *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale. Cahiers genre et développement. N° 9*. Paris : L'Harmattan.

Verschuur, C., I. Guérin et H. Guétat-Bernard (Dir.). 2015. *Sous le développement, le genre*. Paris : IRD Éditions, collection Objectifs Suds.

Verschuur, C., avec F. Reysoo (Dir.). 2002. *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement. N° 3*. Paris : L'Harmattan.

Verschuur, C. et F. Reysoo (Dir.). 2004. *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations. Cahiers genre et développement. N° 5*. Paris : L'Harmattan.

Waller, W. et A. Jennings. 1991. A feminist institutionalist reconsideration of Karl Polanyi. *Journal of Economic Issues*. 25 : 485-97.

Ypeij, A. 2002. Ateliers collectifs : une alternative pour les femmes dans les quartiers pauvres de Lima. In *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement. N° 3*. (Dir.) C. Verschuur, avec F. Reysoo. 99-105. Paris : L'Harmattan.

Yunus, M. et K. Weber. 2010. *Building Social Business. The New Kind of Capitalism That Serves Humanity's Most Pressing Needs*. New York : PublicAffairs.

Verschuur C., Guérin Isabelle, Hillenkamp  
Isabelle.

Concepts et théories en études féministes  
et économie sociale et solidaire :  
croisements et fertilisation.

In Verschuur C. (ed.), Guérin Isabelle (ed.),  
Hillenkamp Isabelle (ed.). Genre et  
économie solidaire, des croisements  
nécessaires.

Paris (FRA) : L'Harmattan, 2017, p. 15-33.

(Cahiers Genre et Développement), 10.

ISBN 978-2-343-14229-6